

SIDI SAÏD

“Le code du travail est à changer”

La révision de la législation du travail, notamment en ses articles 2, 11 et 14, de la loi 90-11 du 21 avril, 1990 relative aux relations de travail, constituera l'un des principaux ordres du jour de la prochaine tripartite, a-t-on appris de source syndicale sûre. Cette même tripartite lors de la première quinzaine du mois de février prochain a souligné Abdelmadjid Sidi Saïd, en marge du séminaire, portera sur les évolutions économiques et sociales liées à la mondialisation qui se tiendra durant deux jours au centre de loisirs de Zéralda.

En d'autres termes, pour le patron de la Centrale syndicale, "l'UGTA revendiquera le réajustement des lois sociales qui sont appelées à accompagner le désengagement de l'Etat de la sphère économique." Pour Sidi Saïd, "il faut réfléchir ensemble pour mettre en place des instruments juridiques relatifs au monde du travail, car nous sommes aujourd'hui dans l'obligation d'aller vers un nouveau code du travail pour accompagner la nouvelle configuration économique nationale."

A ce propos, Abdelmadjid Sidi Saïd dira qu'"il faut sortir du non dit et du populisme sans lendemain. La question qui se pose aujourd'hui pour nous est

celle de savoir comment limiter les effets de la mondialisation".

Ceci dit, le secrétaire général de l'UGTA qui a marqué de sa présence ce séminaire par une intervention à travers laquelle, il a demandé "aux syndicalistes de s'impliquer et de se redéployer pour mieux défendre leurs intérêts", a déclaré que "la révision de l'actuel code du travail est une nécessité incontournable d'où l'intérêt que porte notre organisation à cette question."

A ce propos, il considère que la révision des dispositions relatives à la relation du travail constitue "une préoccupation primordiale pour l'UGTA", sans pour autant, qu'il ne rende publique sa stratégie ou celle de son organisation quant aux actions à entreprendre pour arracher ce droit. A ce sujet, il y a lieu de noter que les articles de la loi 90-11 sus-cités constituent pour l'UGTA une revendication importante, qu'"il faut coûte que coûte arracher." En effet, la loi n°90-02 du 6 février 1990 relative à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève stipule dans son article 1er que "la présente loi a pour objet de déterminer les modalités de prévention et de règlement des conflits de travail ainsi que les

conditions et modalités d'exercice du droit de grève résultant d'un conflit collectif au sens de l'article 02 cité ci-dessus." La loi 90-11 traite quant à elle des relations de travail. Autrement, ladite loi a pour "objet de régir les relations individuelles et collectives de travail entre les travailleurs salariés et les employeurs". Enfin, la disposition 90-14 traite quant à elle "des modalités d'exercice du droit syndical". En somme, cette loi a pour objectif "de définir les modalités d'exercice du droit syndical applicable à l'ensemble des travailleurs salariés et des employeurs." Mieux, dans son article 2 de la présente loi, il est indiqué

que "les travailleurs salariés d'une part, et les employeurs d'autre part, de même profession, branches ou secteurs d'activités ont le droit de se constituer en organisations à l'effet de défendre leurs intérêts matériels et moraux."

Cela étant, ces revendications que l'UGTA mettra sur la table des négociations à l'occasion de la prochaine tripartite constituera à coup sûr un pari important que la Centrale syndicale se voit dans l'obligation d'arracher, même si du côté patronal, on avance ses pions en revendiquant particulièrement la révision de la relation par l'introduction du contrat à durée déterminée.

Abder Bettache

“70 000 Chinois travaillent en Algérie”

La main-d'œuvre chinoise présente en Algérie est de 70 000 travailleurs, a-t-on appris hier auprès du secrétaire général de l'UGTA. Ce nombre important de travailleurs asiatiques est recensé particulièrement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Cependant à la différence des travailleurs algériens, "un black-out total entoure la relation de travail entre ces travailleurs et leurs employeurs." "On ne connaît absolument rien de leurs conditions de travail. Même l'inspecteur du travail est interdit d'accès au sein des entreprises chinoises, alors que la réglementation stipule que ces derniers sont régis par le droit algérien", nous a indiqué une autre source syndicale. Mieux, cette dernière nous dira que "les multiples tentatives entreprises par l'UGTA pour pénétrer cet univers se sont avérées non concluantes".

A. B.

POUR EXIGER L'AMELIORATION DE LEUR SITUATION SOCIOPROFESSIONNELLE

“Vétérinaires en colère” ce jeudi

C'est le slogan qu'afficheront les 1 120 vétérinaires affiliés au Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) le jour de l'Aïd. "Soucieux d'assumer leurs responsabilités et préserver la santé du citoyen", les contestataires ont décidé, à l'issue de la réunion du bureau national élargie aux secrétaires régionaux du syndicat tenue hier à Alger, "d'une journée de protestation silencieuse", et ce, dans "l'espoir d'attirer l'attention des pouvoirs publics" sur la dégradation de leur situation socioprofessionnelle.

Ainsi, une permanence sera assurée durant les deux jours de cette fête religieuse. "Mais nous n'aurons droit ni à une récupération ni à une rémunération pécuniaire", tiennent à préciser des membres du bureau national du syndicat pour illustrer la précarité dans laquelle ils accomplissent leur

tâche quotidienne. Un état de fait que confirme par ailleurs le secrétaire général du SNVFAP, le docteur Hachemi Karim Keddour, en soutenant que "le vétérinaire a une grande responsabilité pénale, civile et morale au regard des missions qui lui sont dévolues".

En effet, en prenant parfois des décisions lourdes de conséquence. Le veto peut mettre en danger sa personne quant à la réaction imprévisible des éleveurs ou du commerçant inspecté.

Outre l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment par la dotation en moyens de transport pour les besoins des inspections sur le terrain, la revalorisation de leur salaire "qui ne dépasse pas les 20 000 DA même après 25 ans d'exercice", les vétérinaires affiliés au SNVFAP demandent la mise en place d'une direction des services vétérinaires aux niveaux central et

local puisque "nous ne pouvons continuer à être noyés dans la direction des services agricoles", a martelé le Dr Keddour.

Pour rappel, le 12 décembre dernier une plate-forme de revendications a été déposée au niveau du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et des copies au niveau du département du travail et de la sécurité sociale, des finances, de l'intérieur et au niveau de la direction générale de la Fonction publique.

Toutefois, ces requêtes n'ont suscité aucune réaction de la part des destinataires. Une dernière demande d'audience a été adressée en date du 15 janvier courant au département de Barkat. En vain. Pourtant nul besoin de souligner l'importance de ce corps dans la protection de l'économie nationale et surtout de la santé du citoyen.

Lotfi Mérat

CHAKIB KHELIL JUSTIFIE L'AUGMENTATION DES PRIX DU CARBURANT

“C'est la faute à l'Assemblée nationale !”

Hôte hier du centre de presse d'El-Moudjahid, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a justifié l'augmentation des marges de distribution des produits pétroliers par le rejet par l'Assemblée populaire nationale des augmentations des taxes sur le gasoil.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Energie, qui a largement abordé lors de cette rencontre les principales questions énergétiques internationales et nationales de l'heure, avait indiqué auparavant que 2004 a été une "bonne année" pour l'Algérie.

A ce propos, il a relevé une augmentation d'au moins 10% de nos exportations de pétrole et de gaz, des recettes de l'ordre de 31,6 milliards de dollars (soit 31% de plus que celles de 2003), une douzaine de découvertes de gisements d'hydrocarbures (gaz et huiles) faites par Sonatrach et ses associés. Mais aussi une augmentation importante à moyen terme et de nos capacités d'exportation de gaz et de GNL (plus de 100 milliards de mètres cubes en perspective) et de pénétration des marchés européens, d'Amérique du Nord et du Sud et l'Afrique, avec le lancement de plusieurs projets en 2004 et 2005.

Cela, notamment en s'attendant à ce que les prix mondiaux du pétrole restent élevés en 2005 sans toutefois baisser à moins de 30 dollars le baril et en escomptant une croissance économique mondiale de l'ordre de 4,3%. Mais aussi en fonction de l'évolution des réserves et de la demande pétrolière mondiale, attendue pour augmenter au deuxième trimestre de cette année, de la stratégie de l'OPEP, dont une réunion est attendue pour le 30 janvier prochain, et du choix des spéculateurs.

Par ailleurs, il a annoncé l'installation, la semaine prochaine, de l'Agence de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) ainsi que des deux agences de régulation des mines, conformément au processus de libéralisation engagé depuis 2002 dans ces deux domaines.

D'autre part, il a précisé que les habitants de la ville de Hassi-Messaoud ne seront pas délogés mais que toute construction additionnelle ne sera pas permise, toutes les constructions illégales seront détruites et qu'une autre ville dont une base logistique pour les travailleurs de ce secteur sera érigée dans les conditions normales de sécurité et de développement de l'activité. Cela étant, M. Khelil a expliqué l'augmentation des marges de distribution (Naftal et stations - services privées) des produits pétroliers, gelée depuis 1998 et incompréhensible selon lui, par la nécessité de récupérer les coûts d'investissements et coûts opératoires et, par-delà, offrir une meilleure qualité de service et garantir les ressources nécessaires au financement de leurs investissements. Cela, en mettant en cause la responsabilité de l'instance parlementaire qui a rejeté, selon Khelil, la diminution de la taxe sur le GPL-carburant et l'essence sans plomb ainsi que l'augmentation proposée à 5 DA de la taxe sur le gasoil alors que ce produit est plus polluant que les deux premiers.

Un rejet qui a motivé, selon lui, la décision gouvernementale d'augmenter les taxes, et donc les prix, dans l'intérêt des distributeurs. Le ministre de l'Energie a fortement plaidé, lors de cette rencontre, en vue de décourager l'utilisation du gasoil, en impulsant une politique cohérente des produits pétroliers et en développant la culture de la sécurité, de la conservation, la maîtrise et l'efficacité de l'énergie et le respect de l'environnement.

Ce faisant, il a estimé que Sonatrach subventionne directement, à hauteur annuelle de 1,5 milliard de dollars, les prix de ces produits et que l'Etat finance en fin de compte la consommation à travers les subventions accordées bien que cela ne soit pas de leurs rôles respectifs de le faire. Il revient alors, selon lui, à l'Assemblée de décider en matière de politique globale de subvention et de fixation des tarifs des prestations.

A ce propos, il a estimé que les prix de l'électricité, augmentant, doivent refléter les coûts d'investissement et les coûts opératoires ainsi qu'une rentabilité raisonnable, et qu'il n'est plus question que Sonelgaz continue encore à subventionner. En outre, il a plaidé pour qu'entre en vigueur cette année un prix unique de cession du gaz naturel aux utilisateurs industriels. Une instance parlementaire qui aura à examiner cette année une mouture relativement modifiée, selon Chakib Khelil, de l'avant-projet de loi sur les hydrocarbures, prenant en compte les avis exprimés par les experts, cadres du secteur et partenaires sociaux.

Un texte qui fait l'objet d'examen par un conseil interministériel depuis trois jours et qui sera ouvert aux avis des experts, opérateurs et partenaires économiques et sociaux lors de son passage devant l'APN. Cela étant, il a présenté un plaidoyer en faveur de l'adoption rapide, dans le contexte de la mondialisation, de l'ouverture à l'économie de marché, incontournable, et de la nécessité de modifier les mentalités, de ce texte qui sépare les missions de l'Etat de celles de Sonatrach qui agit en tant qu'opérateur et partenaire, et bénéficie d'atouts pour investir et être compétitive.

C. B.